

I. CONTEXTE

Les faits saillants sécuritaires en Province Orientale

District d'Ituri

- **Affrontements entre les militaires SPLA et FARDC au nord d'Aru** : Selon l'administrateur du territoire d'Aru, jeudi le 24 janvier 2008, dans la localité de Kengezi-base située à plus de 100 km N de Aru, il y a eu un affrontement entre les militaires FARDC et ceux des SPLA basés dans quelques localités environnantes de Kengezi base. Ces affrontements ont provoqué un déplacement des populations de 3 localités : Kengezi, Rumu, Ingbokolo. Suite à ces affrontements, un accord a par la suite été signé entre les autorités congolaise et soudanaise du Sud Soudan : un des termes de l'accord prévoit le retrait du SPLA du territoire congolais sur la base du tracé des frontières reconnu lors de la période coloniale.
- **Les positions des FARDC attaquées par les miliciens à Mangiva** : De source policière, des miliciens du FRPI ont attaqué le 26 janvier des positions des militaires FARDC basées au village de Mangiva situé entre les localités de Komanda et Irumu. L'échange de tirs entre les deux parties a duré environ une heure de temps. Aucun bilan de cet affrontement n'est encore disponible.
- **Des poches de résistance des groupes armés menacent la sécurité et la stabilité en Ituri** : D'après le bureau de UNSS à Bunia, citant des informations non encore confirmées, des miliciens de FRPI seraient en train de former un autre groupe armé sous le nom de Armée Révolutionnaire Congolaise (ARC) en territoire d'Irumu. Néanmoins, le 2 février, quatre miliciens FRPI se sont rendus aux militaires des FARDC, à Kabuna non loin de Tsheyi (territoire d'Irumu).
- **Une cache d'armes découverte en territoire de Djugu** : Une opération de recherche d'armes par les FARDC a abouti à la découverte d'une cache d'armes à Ladiba (territoire de Djugu), le 1er février. Parmi les armes découvertes, il y avait 17 AK 47, 8 têtes de mortiers et 9 mines antipersonnel de type Claymore.

District du Haut-Uélé

- **Une enquête parlementaire conduite par la 1^{ère} Vice Présidente de l'Assemblée provinciale** : La 1^{ère} Vice-Présidente de l'Assemblée provinciale est arrivée à Dungu (via Bunia) le 31 janvier à la tête d'une délégation de 5 députés provinciaux, avec la mission d'enquêter sur la présence des Mbororo en territoire de Dungu ainsi que sur les exactions commises par ces derniers. Après avoir rencontré toutes les organisations de la Société civile, cette délégation est partie à Doruma (210 km N-O de Dungu) le 03/02/2008. La délégation a promis de rendre compte de tous les constats faits sur terrain à sa hiérarchie pour amener le Gouvernement provincial à prendre les décisions et les actions appropriées.
- Entre temps, du côté de Doruma, on observe un calme relatif, du fait que les Mbororo se sont éloignés momentanément des villages par manque d'eau (à cause de la sécheresse qui sévit dans la région) et du pâturage (les herbes ayant été brûlées). Toutefois, la Société civile de Doruma signale que dans la semaine du 13 au 19 janvier 2008, pendant qu'ils se retiraient des villages environnants, un groupe Mbororo a ouvert le feu à Mogoroko (60 km au nord de Doruma) sur deux chasseurs autochtones qu'ils ont rencontrés en brousse, sans les blesser.
- **Un atelier prévu à Dungu pour aborder la problématique Mbororo** : Lors de sa réunion de ce jeudi 31/01/2008, la commission de la Société civile chargée de la préparation de l'atelier du 12/03/2008 sur les Mbororo s'est penchée sur deux points à savoir :
- **Les objectifs** : La commission n'apprécie pas que les objectifs de l'atelier aient été fixés de façon unilatérale par les organisateurs (PNUD, MONUC/CAS et OCHA) : il aurait fallu les fixer de manière concertée.
- **Le calendrier** : La commission estime qu'un atelier d'une aussi grande importance ne peut pas se tenir en un seul jour. Elle propose aux organisateurs que cet atelier prenne trois jours, du 12 au 14 mars 2008.

Districts du Bas-Uélé, de la Tshopo, ville de Kisangani & environs

- **Mise en place d'une cellule chargée de la coordination des urgences et de la planification du**

développement : le Gouverneur de province a créé, par un arrêté du 17 janvier, une cellule de planification pour le développement et la coordination des urgences dans la province sous sa supervision. Un des objectifs de cette cellule est de mettre en place un système de concertation et de communication entre les différentes institutions.

- **Tentative de vol au bureau de Handicap International-Belgique** : le coordonnateur de l'ONGI Handicap International/Belgique a rapporté une tentative de vol dans son bureau de Kisangani dans la nuit du 27 au 28 Janvier. Le voleur, un ancien militaire, a été arrêté par les gardiens de Kafakis (société de gardiennage) et remis à la PNC.

II. ACTUALITES HUMANITAIRES

1) Alerte précoce

- **Choléra** : Depuis le début de la semaine 5, au moins 40 cas avec 13 décès ont été enregistrés à Rethy (territoire de Djugu). OMS soupçonne que cette maladie caractérisée par des vomissements et diarrhées peut être liée au choléra. Du chlore a été fourni par UNICEF à l'OMS pour la chloration des points d'eau. Une équipe de l'OMS est allée sur place pour faire des prélèvements.
- **Méningite** : Une équipe de MSF-Suisse est en mission à Aru pour prendre des prélèvements sur des cas suspects de méningite afin de pouvoir identifier la souche.
- **Comité de lutte contre les épidémies créé à Bunia** : D'après OMS, un comité de lutte contre les épidémies vient d'être créé à Bunia par les autorités du district. Les partenaires médicaux, entre autres, OMS, MSF-Suisse, Medair, Inspection de Santé, Caritas, font parti du comité. Néanmoins, l'autorité politico-administrative n'a toujours pas déclaré l'épidémie de choléra qui affecte les populations de Bunia depuis le début du mois.

2) Assistance humanitaire

Retour et relance communautaire

- *Activités de retour des déplacés de l'Ituri au Nord Kivu* : Vu l'insécurité qui prévaut actuellement dans certaines zones de retour en territoire d'Irumu, il a été recommandé que le retour dans ces zones soient suspendus. Cependant, pour la deuxième phase de retour prévue à compter du 20 février, le HCR compte faciliter le retour de 2360 familles déplacées pour l'année 2008. Le cluster a recommandé à la FAO d'assister les futurs retournés avec des intrants agricoles. FAO a accepté la recommandation.
- Dans le cadre du programme PEAR, Solidarités a procédé à la distribution de kit NFI à 2975 familles retournées à Pakwo en territoire de Mahagi.
- SOLIDARITES a identifié 1247 retournés récents lors de sa dernière MSA du 10 au 16 janvier effectuée dans les 26 localités du groupement UKETHA en collectivité des NDO OKEBHO. Ces retournés sont dans le besoin d'assistance en vivres, eau potable, intrants agricoles, médicaments

Protection

- **Magistrats et inspecteurs militaires formés sur les techniques d'enquêtes sur les violences sexuelles** : 39 participants constitués de magistrats des auditorats militaires, inspecteurs de la police judiciaire militaire, et magistrats des cours et tribunaux militaires venus des districts du Haut- Uélé, Bas-Uélé, Ituri et de la ville de Kisangani ont participé à une formation de 4 jours débutée le 30 janvier sur les techniques d'enquêtes sur les violences sexuelles. Ce séminaire est organisé par l'Institut Américain de Défense d'Etudes Juridiques Internationales avec l'appui de la MONUC.
- **La Belgique a promis de rallonger le financement de l'initiative conjointe jusqu'en 2011 en Province Orientale, Maniema et Equateur** : la réunion du comité de pilotage de l'initiative conjointe contre les violences sexuelles présidée par le ministre du Genre, Femme et enfants, s'est clôturée le 29 janvier à Kisangani. A l'issue de la réunion, rapporte UNFPA, le représentant du ministre belge de la Coopération a promis de rallonger le financement de l'initiative conjointe jusqu'en 2011. Alors que la partie gouvernementale souhaite que les activités financées par l'initiative conjointe s'étendent également à d'autres provinces, le bailleur souhaite, pour sa part, améliorer la couverture des activités dans les provinces déjà ciblées : Province Orientale, Maniema et Equateur. Les modalités d'exécution par agences pourraient être revues au vu des résultats constatés et des leçons apprises.

Santé

- **Riposte contre l'onchocercose en cours dans 15 ZS sur 19 ZS ciblées dans le district de la Tshopo** : selon le coordonnateur du projet TIDC (projet de traitement à l'invermectine sous directives communautaires) dans le district de la Tshopo, les distributions de ce produit entamées en 2003 ont été d'abord suspendues la même année suite à certains effets secondaires graves. Après une nouvelle enquête menée en 2005, les distributions reprises en 2006 sont en cours dans 15 ZS du district de la Tshopo (Yalimbongo, Basali, Basoko, Yahuma, Bengamisa, Ubundu, Yahisuli, Yabaondo, Makiso, Tshopo, Kabondo, Wanierukula, Lubunga, Yaleko et Opala). Cependant, 4 ZS (Banalia, Bafwasende, Opienge et Bafwagbogbo) n'ont pas encore été couvertes par ces distributions à cause des difficultés logistiques d'accès. Le programme prévoit entamer la distribution cette année dans les ZS de Banalia et Bafwasende. Selon la même source, l'enquête menée a révélé 4 ZS (Lowa, Mangobo, Yakusu et Isangi) hypo endémiques dans lesquelles les malades sont soignés en clinique. Le médecin coordonnateur du

projet TIDC estime à 1 222 441 le nombre de personnes affectées d'onchocercose dans le district de la Tshopo. Le projet TIDC est financé par le Programme africain du lutte contre l'onchocercose, en partenariat avec le Gouvernement de la RDC.

- **62 cas de rougeole avec 4 décès dans la zone de santé de Dungu** : 10 nouveaux cas ont été enregistrés durant la 5^{ème} semaine épidémiologique, ce qui porte à 62 le nombre total des cas avec 4 décès.

SEMAINE	0-11 Mois		12-59 Mois		59 Mois et +		TOTAL	
	Cas	Décès	Cas	Décès	Cas	Décès	Cas	Décès
Total 4 ^{ème} semaine	15	1	17	1	20	2	52	4
5 ^{ème} semaine	0	0	9	0	1	0	10	0
TOTAL	15	1	26	1	21	2	62	4

Le Médecin Chef de District du Haut Uélé est arrivé le vendredi pour évaluer la situation et il est reparti le dimanche. Sur terrain, la population s'inquiète parce qu'elle ne voit aucune action d'envergure être mise en place pour endiguer le mal.

Eau et assainissement

- **4 ZS reçoivent un prêt de moto de l'UNICEF pour faciliter le suivi du projet village assaini** : UNICEF/Kisangani a prêté, cette semaine, 4 motos respectivement aux ZS de Lubunga, Wanierukula, Ubundu et Tshopo1 afin de faciliter l'implémentation et le suivi du programme eau, hygiène et assainissement.

Mouvement de populations

- De sources locales rapportées par Solidarités/RRM, au moins 2123 ménages auraient été déplacés suite aux opérations militaires des FARDC en cours depuis le 22 janvier, contre les miliciens du FRPI à Tsheyi (territoire d'Irumu) et ses environs. Les déplacés, selon toujours les mêmes sources, se sont dirigés vers trois directions : Bukiringi, Kaguma B (localité voisine de Tchekele) et enfin à Aveba. Un 2^{ème} vague de déplacés a fui vers Tchekele, Aveba et ses environs (y compris les IDPs) vers Gety et ses environs suite à la contre offensive lancée par les miliciens FRPI le 24 janvier 2008. Un mouvement timide de retour de ces déplacés est en cours depuis le 27 janvier. La majorité des ménages est en famille d'accueil, mais certains ont trouvé refuge dans des lieux publics (églises, maisons en construction, écoles...). Des localités d'origine auraient en partie été incendiées (Aveluma, Kamatsi Kidogo, Kelenzi, Bizo, Kima, Mbise).
- **Plus de 4000 personnes déplacées suites aux affrontements entre FARDC et SPLA** : Les tous derniers chiffres fournis par Solidarités/RRM font état d'environ 4000 personnes qui ont été déplacées suites aux affrontements du 24/01 à Kengezi-base (située à plus de 110 km au nord de Aru) entre les militaires FARDC et SPLA. Les déplacés sont dispersés dans plusieurs localités dans des familles d'accueil au nord d'Aru dans quatre sites principaux comme suit :
 - Bazue : 1250 pers. selon les autorités
 - Rumu : 877 pers. selon les autorités
 - Apetiku : 1300 pers. selon les autorités
 - Kuzulu Azu 500 pers. en grande vulnérabilité selon Solidarités/RRM

D'autre part, il semblerait que les localités d'origine de ces déplacés auraient été également pillées par les FARDC.

III. COORDINATION

- **Réunion du comité de pilotage sur les anti-rétroviraux (ARV)** : le comité de pilotage sur les ARV s'est réuni le 4 février à Kisangani pour faire le point sur les stocks existant des anti-rétroviraux dans les structures sanitaires de la province afin d'estimer les besoins actuels. Il en ressort que GTZ qui couvre les ZS de Buta, Banalia, Bafwasende et les ZS de la ville de Kisangani, hormis celle de la Tshopo, dispose de stocks suffisants pour répondre aux besoins des personnes vivant avec le VIH/Sida (PVV) actuellement soumis aux ARV jusqu'en fin février. Une autre commande passée par cette agence de coopération allemande est attendue au courant de ce mois. Les participants ont recommandé au PNLs de formuler une demande écrite formelle à l'OMS pour obtenir une quantité afin de répondre aux besoins des PVV actuellement sous traitement dans les ZS non couvertes par le Fonds mondial (ZS Tshopo et Bondo) mais aussi pour celles couvertes par le Fonds mondial en attendant la livraison des commandes. La demande de PNLs devra prendre en compte également les PVV prises en charge aux cliniques universitaires et la ZS de Tshopo.
- **OCHA a briefé le nouveau commandant de Brigade de l'Ituri de la MONUC sur la situation humanitaire du district** : La présentation PowerPoint a eu lieu dans la salle de conférence de UNDSS où était convié le nouveau commandant de Brigade Général Thapa et son entourage militaire, la section Affaires politiques de la MONUC et les membres du CPIA : ces derniers ont répondu par la suite aux diverses questions du Général.

VI. GAP ANALYSIS

- **Intégration des PVV en file d'attente au traitement sous ARV** : la réunion du comité de pilotage des ARV a relevé l'intégration des malades éligibles au traitement sous ARV comme un besoin important dans la prise en charge des PVV. Il résulte de cette réunion que près de 1200 malades, dont environ 800 dans les ZS de la ville de Kisangani, sont éligibles au traitement anti-rétroviraux. Cependant, compte tenu du stock existant, les acteurs du secteur VIH/Sida préfèrent d'abord assurer une prise en charge continue des malades qui sont déjà soumis au traitement ; ce qui laisse persister la préoccupation pour la prise en charge des malades éligibles.
- En territoire de Mahagi, bien que la situation des victimes de violences sexuelles ait été discutée maintes fois l'année passée, ces victimes continuent de demeurer sans assistance jusqu'à présent.